

En décembre 2013, la République centrafricaine est en pleine crise. Cette crise a débuté en décembre 2012, lorsque la Séléka, une coalition armée menée par des groupes majoritairement musulmans du nord-est du pays, entame une campagne aboutissant à la prise de la capitale Bangui, par coup d'État, le 24 mars 2013. L'incapacité du nouveau pouvoir à rétablir la sécurité dans le pays l'a progressivement fait sombrer dans le chaos. En 2013, pour répondre aux violences armées perpétrées par la Séléka contre la population majoritairement chrétienne, des groupes d'auto-défense, les « anti-balaka », se forment. Début décembre 2013, suite à une vague de violence sans précédent à Bangui (plus de 1200 personnes ont été tuées et 3000 blessées), ces derniers prennent pour cibles non seulement les groupes adverses, mais aussi des civils de religion opposée. Les forces de maintien de la paix internationale ne sont pas parvenues à mettre fin à ces violences, malgré la création de la Mission Intégrée Multidimensionnelle des Nations Unies en République centrafricaine.

La conséquence la plus directe de cette crise aujourd'hui est l'insécurité dans laquelle vit la totalité de la population, soit 4,6 millions de personnes. Violations des droits de l'homme, enrôlements forcés d'enfants, violences sexuelles et fondées sur le genre pour l'ensemble des acteurs du conflit... Autant de crimes qui ont été rapportés à grande échelle, et sur lesquels se penche cet ouvrage.



Charles LASSERRE YAKITE est titulaire d'un doctorat en Droit Public obtenu à l'université de Yaoundé II-Soa avec mention très honorable. Diplomate, chercheur en droits de l'homme, enseignant à la faculté de Sciences juridiques et politiques à l'université de Bangui et à l'Institut Africain de Management des Projets et des Organisations, il est également expert auprès de l'Union Africaine.

ISBN : 978-2-343-13944-9
15,50 €



Le respect de l'intégrité de la personne en République centrafricaine

Charles LASSERRE YAKITE

Charles LASSERRE YAKITE

Le respect de l'intégrité de la personne en République centrafricaine



Les impliqués
Éditeur